

LE FRONT NATIONAL EN CAMPAGNE

NOTE n° 12 - Fondation Jean-Jaurès
Observatoire des radicalités politiques - 11 décembre 2015

ANALYSE D'UN DISCOURS DÉCOMPLEXÉ

Cécile Alduy*

*Professeure, Stanford University, membre de l'ORAP (Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès), co-auteure de *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste* (Seuil, 2015).

Le but de cette note est d'offrir des éléments d'analyse du discours tenu par les candidats du Front national aux élections régionales de décembre 2015, en meetings, dans les médias, et sur les réseaux sociaux. Cette note s'appuie sur un corpus de discours de Marine Le Pen entre le 1er octobre et le 6 décembre 2015, de tous les « tweets » de son compte officiel sur cette période, ainsi que d'interventions de Marion Maréchal-Le Pen et d'autres candidats.

Un contexte historique particulier

Un jalon essentiel dans l'histoire du Front national précède l'entrée en campagne de ce parti lors des régionales de décembre 2015 : l'expulsion de Jean-Marie Le Pen, co-fondateur et leader historique du Front national, par un vote du Bureau Exécutif le 20 août 2015. Cette « rupture » officielle signe en réalité non pas l'éradication d'un discours radical et extrémiste, mais bien au contraire la condition de possibilité de son nouvel essor. Le paradoxe n'est qu'apparent : l'exclusion de Jean-Marie Le Pen est présentée comme le dernier chapitre de la « dédramatisation » du Front national, le gage d'une nouvelle dynamique et d'un renouvellement profond. Ce *storytelling* efficace narré par le Front national lui-même à destination des médias avance l'idée qu'un chapitre se clôt, et que ce qui vient après est nécessairement porté par une équipe et des idées nouvelles, modernes, rajeunies. Mais une fois Jean-Marie Le Pen éliminé comme fauteur de troubles sur la place médiatique, le Front national peut et doit retrouver une radicalité, radicalité à présent lavée de l'opprobre qui nimbait tout ce qui touchait le trop sulfureux patriarche. Le Front national le peut, car le bouc émissaire (Jean-Marie Le Pen) a été sacrifié ; il le doit car il faut structurellement remplir le rôle qu'il occupait de tribun transgressif. Jean-Marie Le Pen représentait et portait la radicalité anti-système et anti « bien pensance » du FN : cette radicalité est une composante essentielle de l'attractivité et de l'identité du parti. La campagne des régionales montre que sa fille a su conserver cette radicalité, absoute à présent de la tâche de l'antisémitisme et du racisme biologique du père, en renchérissant dans le discours nationaliste, anti-immigration, autoritaire et sécuritaire. En un mot, au Front national, le leadership a changé, pas les idées.

Les deux autres événements contextuels majeurs sont la crise des réfugiés syriens et l'évolution des opinions publiques européennes à ce sujet (émotion suscitée par la photo du petit Aylan, idée d'une responsabilité humanitaire de l'Europe, changement de vocabulaire utilisé dans les médias, passant de « immigrés » à « migrants » puis « réfugiés » à partir de la fin août 2015) qui a forcé le Front national à reprendre l'offensive dans la bataille sémantique pour contrer le risque d'un revirement compassionnel envers les réfugiés ; et les attentats du 13 novembre à Paris et en Seine-Saint-Denis, qui ont, cette fois, semblé offrir la réalisation concrète des prophéties avancées depuis des décennies par le Front national sur le lien entre immigration et terrorisme. Ces deux événements ont poussé le parti dans le même sens d'une offensive rhétorique des leaders du Front national bien loin de l'image plus policée et « sociale » de la candidate à l'élection présidentielle de 2012. Cette fois, l'immigration, la sécurité et le nationalisme identitaire ont été le nerf de la guerre sémantique de la campagne frontiste aux régionales.

Tant du point de vue du profil des têtes de liste que des discours tenus par la présidente du parti, cette campagne signe donc le retour d'un Front national « décomplexé » et fortement ancré à droite, dans une stratégie de concurrence directe avec Les Républicains afin de les supplanter comme seule force d'alternance face au Parti socialiste et s'afficher comme la seule alternative encore valide.

Les candidats : l'illusion du renouvellement

Contrairement à une idée largement répandue dans les médias, le « nouveau » Front national porte sur le devant de la scène des « anciens » plutôt que de nouvelles recrues qui en changeraient en profondeur le message politique. Ce sont dans l'ensemble des professionnels de la politique aguerris, encartés ou élus Front national depuis souvent des décennies. Six têtes de liste sur treize ont déjà un mandat de député (européen ou national), ce qui pose la question du cumul des mandats en cas de victoire.

En voici les profils¹ :

- **Marine Le Pen** (Nord-Pas-de-Calais-Picardie), 47 ans, présidente du Front national. Adhérente au FN depuis 1986, candidate FN dès 1993 pour les élections législatives (Paris) ; élue FN depuis 1998, avocate du Front national (1998-2003). Eurodéputée, conseillère régionale, conseillère municipale.
- **Nicolas Bay** (Normandie), 38 ans, membre du FN 1992-1998 et 2008-2015, MNR (Mouvement national républicain) 1998-2008, député européen depuis 2014, Conseiller régional.
- **Marion Maréchal-Le Pen** (PACA), 26 ans, adhérente à 18 ans (2007), candidate FN depuis 2008 (élections municipales à Saint-Cloud), députée FN

1. Nous manquons d'informations sur Christophe Canioni (Corse), seul vrai nouveau venu.

depuis 2012, présente sur les affiches du Front national avec Jean-Marie Le Pen dès 1991.

- **Florian Philippot** (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine), 34 ans, adhérent FN depuis 2011, Eurodéputé depuis 2014, membre du Bureau politique. C'est le seul réel « transfuge » récent, en dépit de sa position hiérarchique au FN².
- **Louis Aliot** (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées), 46 ans, adhérent en 1998, élu depuis 1998 (lors des élections régionales de Midi-Pyrénées), conseiller spécial de Jean-Marie Le Pen (1999-2002), secrétaire général du FN en 2005, eurodéputé depuis 2014, conseiller régional. Date son engagement politique à partir d'un meeting de Jean-Marie Le Pen de 1988.
- **Wallerand de Saint-Just** (Ile-de-France), 65 ans, membre du FN depuis 1987, candidat FN depuis 1989 (élections municipales à Paris), élu depuis 1995 (conseiller municipal à Soissons), conseiller régional, membre du Bureau politique et Trésorier du FN depuis 2005, avocat de Jean-Marie Le Pen, de Bruno Gollnisch et du Front national.
- **Sophie Montel** (Bourgogne-Franche-Comté), 46 ans, adhérente au FN depuis 1989, élue FN depuis 1998, eurodéputée depuis 2014. Fervent soutien de Jean-Marie Le Pen, elle a défendu en conseil municipal de Besançon en 1996 ses propos sur « l'inégalité des races ».
- **Gilles Pennelle** (Bretagne), 51 ans, adhérent du FN depuis 1984, élu FN à Rouen 1989-1998, puis membre du MNR, membre du Comité central dès 1994, retourne au FN en 2013, eurodéputé FN depuis 2014, militant de la « Manif pour tous ». Dans les années 1990, il fait partie du courant « néo-païen » d'extrême droite autour d'Alain de Benoist et Pierre Vial. Il collabore à la revue neo-païenne raciale *Terre et Peuple*³. Comme le rapporte Olivier Faye dans un article du blog « droites-extrêmes » du site du *Monde*, Pennelle est un ancien militant du groupuscule identitaire « philo-nazi », *Terre et Peuple* : « En 2002, Gilles Pennelle participait au lancement, à Paris, de « la Maison de l'identité », une structure rassemblant des déçus du Front national et du MNR de Bruno Mégret. Invité à prendre la parole sur le thème de « *la survie de l'intégrité physique et culturelle des peuples européens* », il avait déclaré à propos de la possible adhésion de la Turquie à l'Union européenne : « *Si nous ne faisons rien, "ils" s'installeront dans nos cathédrales, "ils" coucheront avec vos filles* ». Lors de la campagne des régionales 2015, il s'est déclaré contre « l'avortement de confort ».
- **Pascal Gannat** (Pays de la Loire), 60 ans, encarté au FN depuis 1984, chef de cabinet de Jean-Marie Le Pen de 1988 à 1992, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais de 1992 à 1998, puis conseiller municipal FN de Roubaix. Il dénonce sur son site des élections régionales de 2015 des « lois négatrices de la famille

2. Sa page personnelle sur le site du Front national témoigne de cette position délicate : il est le seul à devoir offrir un récit circonstancié pour justifier son parcours politique, là où ses collègues du Front national n'ont qu'à aligner mandats et missions au sein du parti depuis des années.

3. Merci à Jean-Yves Camus pour ces informations.

et de la vie humaine intégrale, une immigration de remplacement imposée aux Français, une islamisation rampante de notre société [...]. »

- **Christophe Boudot** (Auvergne-Rhône-Alpes), 46 ans, militant depuis 1988, adhérent depuis 2002, élu FN 1995-2007, soutien de Bruno Gollnisch, fervent admirateur de Jean-Marie Le Pen dont il décrit un des meetings de 1988 comme une « révélation »⁴. S'est déclaré contre la « pilule du lendemain ». Participe en 2012 à la « Marche pour la Vie » contre l'avortement ; A déclaré qu'il aurait suivi le Maréchal Pétain en 1940 et qu'il « n'aurai [t] jamais voté l'exclusion de Jean-Marie Le Pen⁵ ».
- **Philippe Loiseau** (Centre-Val-de-Loire), 57 ans, candidat FN depuis au moins 2001.
- **Jacques Colombier** (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes), 63 ans, première adhésion au FN⁶ en 1975, élu FN 1986-2010, fidèle de Bruno Gollnisch.

La « jeunesse » relative des candidats (47 ans en moyenne, avec un doyen de 65 ans et une benjamine de 26 ans) ne signifie nullement un renouvellement : on retrouve en têtes de liste non seulement des apparatchiks du parti mais des historiques (Colombier adhère en 1975, Marine Le Pen, Pennelle, de Saint Just, Gannat dans les années 80) et de très nombreux fidèles de Jean-Marie Le Pen (seul Philippot n'a jamais exprimé d'allégeance à son égard) ou de Bruno Gollnisch, d'anciens mégrétistes, et, avec Pennelle, un rescapé du « néo-paganisme » de la Nouvelle droite. Les milieux catholiques traditionalistes et les soutiens à la « Manif pour tous » sont également très représentés.

Le discours

Intéressons-nous à présent plus particulièrement aux discours de Marine Le Pen entre octobre et décembre 2015 pour repérer les grandes thématiques de sa campagne et l'évolution de son discours par rapport à la campagne présidentielle de 2012, sur laquelle nous disposons aussi d'une base de données textuelles⁷. La synthèse suivante s'appuie sur l'analyse d'un corpus de discours de Marine Le Pen entre le 1^{er} octobre et le 6 décembre 2015 et de tous les « tweets » de son compte officiel sur cette période.

Nationalisation et radicalisation de la campagne

La première remarque est le caractère tardif de la présentation de sa liste (7 novembre 2015) et de son programme (le 26 novembre 2015) et son refus, sauf à une occasion, d'engager un débat direct avec ses opposants politiques locaux. Ceci s'inscrit dans une stratégie de nationalisation et de présidentialisation de la campagne : campagne courte,

4. http://christopheboudot.fr/?page_id=18

5. [Christophe Boudot, tête de liste FN en Rhône-Alpes-Auvergne, explique pourquoi il aurait été pétainiste en 1940, Le Lab Europe 1, 24 novembre 2015](#)

6. <http://www.frontnational.com/membres/jacques-colombier/>

7. Cécile Alduy, *Marine Le Pen prise aux mots*, Seuil, 2015.

sur sa personne plutôt que son programme, sur l'avenir du pays plutôt que de la région, pour poser les jalons, rhétoriques et politiques de la présidentielle.

Dès le début de la campagne, la thématique dominante est l'immigration : Marine Le Pen martèle l'expression de « submersion migratoire » héritée de son père, thématique définitoire de la marque Front national depuis la fin des années 1970.

Les sous-entendus de cette thématique dépassent le simple constat démographique : « l'immigration » est toujours pour le Front national un marqueur identitaire qui permet de différencier plusieurs catégories d'habitants et de citoyens, plus ou moins légitimes à être français. Ainsi s'adresse-t-elle aux Calaisiens : « Vous êtes des français dignes de ce nom », sous-entendu, par opposition à d'autres, indignes de ce nom, qu'ils soient « Français de papier », dirigeants traîtres ou immigrés. Dans la première partie de la campagne, jusqu'au 13 novembre, Marine Le Pen doit cependant batailler sur ce thème de l'« invasion » migratoire (Jean-Jacques Bourdin la met en difficulté en dénonçant son inhumanité le 24 septembre sur RMC et BFM TV) et elle poursuit sa stratégie du double langage expérimentée lors de la présidentielle de 2012, en ce sens qu'elle agrmente un discours anti-immigration musclé⁸ d'une rhétorique « humaniste » ou socialisante, lorsqu'elle dénonce par exemple dans le même discours de Calais les passeurs sous le terme d'« esclavagistes » qui exploitent « leur marchandise humaine » ou qu'elle expose une théorie économique de l'accueil des réfugiés par l'Allemagne⁹.

Cette rhétorique qui alterne xénophobie et « humanisme » de façade est quasiment abandonnée avec la cassure du 13 novembre, qui entraîne un reflux marqué de toutes les problématiques locales au profit d'une nationalisation quasi totale des enjeux abordés, et une radicalisation « décomplexée » du discours anti-islam et anti-immigration.

Alors que le 2 octobre à Calais, Marine Le Pen faisait certes de cette ville l'illustration emblématique d'un problème national, elle évoquait encore des réalités économiques et sociales précises : « À Calais, il y a un taux de chômage de plus de 16 %, un taux de pauvreté de plus de 30 %. Pour moi la priorité, l'impérieuse priorité doit être de retrouver du travail et des perspectives aux Calaisiens [...] ». Après le 13 novembre, le terrorisme et ses corollaires dans le discours frontiste que sont l'immigration, la sécurité, les frontières et l'identité française saturent entièrement le discours. Qu'elle parle à Lille, à Hayange, à Nice ou à Ajaccio, Marine Le Pen mentionne à peine les compétences et spécificités régionales dans ses discours de meetings : la localité sert au mieux d'illustration emblématique

8. Avec par exemple des propos sur « l'immigration bactérienne » qui rappellent ceux de Jean-Marie Le Pen sur le SIDA venu d'Afrique.

9. « Le patronat allemand a soutenu l'ouverture des frontières allemandes à un million de migrants, l'objectif est d'une clarté biblique : les immigrés syriens, irakiens, libyens ou afghans viendront remplacer les ouvriers allemands jugés trop chers et improductifs. L'immigration est utilisée alors comme l'armée de réserve du capital, c'est la vérité ! »

LE FRONT NATIONAL EN CAMPAGNE

ANALYSE D'UN DISCOURS DÉCOMPLEXÉ

d'un problème national, et le plus souvent de notations pittoresques destinées à flatter les fiertés locales.

Un exemple : le discours d'Ajaccio, où la Corse n'est évoquée que pour être aussitôt résorbée dans la « grande famille nationale de France »¹⁰, où l'identité régionale n'est reconnue qu'au seul titre de fierté des origines et de l'enracinement dans une terre et comme patriotisme local subsumé par un patriotisme national¹¹.

Ce discours d'Ajaccio peut servir de cas d'étude tant il reprend une série d'arguments répétés et ré-agencés dans tous les grands discours post-attentats : le lien terrorisme-immigration, la critique de la politique internationale, migratoire et des coupes budgétaires dans la police et le renseignement de Nicolas Sarkozy, un petit sketch qui moque la reprise par François Hollande des propositions du Front national et l'absence d'action concrète de Bernard Cazeneuve à sa suite, la servitude de la France envers l'Allemagne et les fausses promesses de l'Union européenne (ni progrès économique, ni plein emploi, ni même la paix), le retour à une France éternelle des Français, des racines, des mœurs françaises (« pour mériter la nationalité française, il faut parler français, manger français, vivre français ») et un chant exalté à l'honneur des symboles du patriotisme (Marseillaise, drapeau).

Le nuage de mots ci-après rend compte de l'importance des problématiques sécuritaires, identitaires et migratoires dans ce discours, c'est-à-dire des fondamentaux du Front national.

10. « Que nous vivions à Lille, Ajaccio, Strasbourg ou Quimper, nous sommes entre nous solidaires, fiers d'être de la même grande famille nationale de France. »

11. « Vous êtes fiers d'être corses et vous êtes fiers d'être français comme je suis fière d'être à la fois bretonne et landaise, c'est la seule diversité que je conçois dans notre pays, pas celle prônée par Najat Vallaud-Belkacem. »

(57^e), « communautarisme » (64^e). Il n'est pas une seule fois fait mention des compétences des régions, du programme du Front national aux régionales ou de questions économiques.

Ceci se confirme lorsque l'on analyse l'ensemble des « tweets » postés sur le compte de Marine Le Pen, « @MLP_officiel », sur la période des régionales : le premier terme qui appartient au champ lexical économique, « entreprise », apparaît seulement en 30^e position, « chômage » n'est que 51^e, « État » 74^e et ce sont à peu près les seuls termes économiques parmi les cent cinquante termes les plus fréquents. À l'inverse, dans le peloton de tête on trouve « politique » (6^e), « migrants » (11^e), « peuple » (12^e), « frontières » (13^e), « gouvernement » (19^e), « nation » (27^e), et « islamiste » (31^e), « migratoire » (39^e), « sécurité » (40^e), « clandestins » (43^e), « guerre » (46^e), etc.

Ainsi, le double contexte des attentats terroristes et de la crise migratoire a permis au Front national d'étayer (du moins dans le discours) l'amalgame « immigration = insécurité = guerre » qui date des années 1980 et de légitimer ainsi la radicalité de ses propos.

Or, la pression du contexte n'explique pas tout : le même jour le président François Hollande délivrait son hommage aux victimes aux Invalides. Même jour, même contexte, même sujet. Là où le président parle du pays du partage des « idées » et des « saveurs du monde », de « l'amitié », de « la jeunesse d'un peuple libre, qui chérit la culture, la sienne, c'est-à-dire toutes les cultures », de la « raison », où il souligne que les victimes venaient de 50 communes et dix-sept pays, où il appelle à la « fraternité », à la « solidarité » et affirme que « la France n'est l'ennemie d'aucun peuple », Marine Le Pen met en avant une rhétorique guerrière contre un « ennemi » ciblé, extérieur et intérieur : « Nous sommes en guerre contre tous ceux qui se revendiquent de cette idéologie macabre, qui se trouvent en Syrie, en Irak ou dans nos quartiers, dans nos rues et dans nos mosquées. » Or cette rhétorique n'est pas nouvelle, ces amalgames (quartiers = islamisme ; réfugiés = terroristes en puissance) non plus. En 1999 déjà, Jean-Marie Le Pen affirmaient : « Certes, les Français de confession musulmane peuvent être des citoyens respectueux des lois et attachés à leur patrie française et beaucoup ont prouvé sous les plis du drapeau tricolore qu'ils l'étaient. Mais il faut bien reconnaître qu'une grande partie des musulmans de France est étrangère ou rebelle à l'intégration et qu'elle peut même être sensible aux influences qui sont exercées par certains pays ou certains mouvements étrangers dont on sait qu'ils ne répugnent pas à l'action terroriste ou aux comportements barbares »¹⁵.

15. *Français d'abord!*, numéro 304, 1999. Il dénonçait en 1994 « La France, base de repli de tous les terroristes battus », *Lettre de Jean-Marie Le Pen*, 2^e quinzaine, avril 1994. D'ailleurs, Marine Le Pen avait elle-même déjà creusé ce sillon lors de la campagne de 2012 : « Combien de Mohamed Merah dans les avions, les bateaux qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? Combien de Mohamed Merah dans les 300 clandestins qui, chaque jour, arrivent en Grèce via la Turquie, première étape de leur odyssée européenne ? », Nantes, 25 mars, 2012.

LE FRONT NATIONAL EN CAMPAGNE

ANALYSE D'UN DISCOURS DÉCOMPLEXÉ

NOTE n° 12 - Fondation Jean-Jaurès
Observatoire des radicalités politiques - 11 décembre 2015

Ainsi le contexte évènementiel a offert une occasion rêvée au Front national pour entrelacer étroitement ses thèmes de prédilection, identitaires, migratoires et sécuritaires, et imposer sa rhétorique et ses thèmes propres dans le débat national. En délaissant presque entièrement les questions économiques et sociales, il redore et retrouve sa marque de fabrique originelle.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.